

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.60

14 juillet 2000

(00-2897)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Communication du gouvernement sud-africain

Addendum

Le gouvernement sud-africain a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

1. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce n'a jamais été publié dans un journal officiel du gouvernement, mais l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'Acte final du Cycle d'Uruguay, incluant l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, ont été approuvés et ratifiés par le Parlement sud-africain le 6 avril 1995. Cet accord n'est pas directement exécutoire par la voie de la législation sud-africaine. Toutefois, le Ministère du commerce et de l'industrie ainsi que le Bureau sud-africain de normalisation veillent au respect des obligations au titre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

2. Le Centre d'information sur les normes du Bureau sud-africain de normalisation a été désigné point d'information OTC-OMC de l'Afrique du Sud par le Ministère du commerce et de l'industrie. Le point d'information diffuse auprès des ministères et autorités concernés les renseignements sur les obligations de l'Afrique du Sud au titre de l'Accord. Ses coordonnées sont les suivantes:

STANDARDS INFORMATION CENTRE
South African Bureau of Standards (SABS)
1 Dr Lategan Rd., Groenkloof
Private Bag X191
Pretoria 0001

Téléphone: +27 12 428 6835
Télécopie: +27 12 344 1568
Télex: +32 13 08 sa
Courrier électronique: info@sabs.co.za
X.400 c=za; a=telekom 400; o=Bureau sud-africain de normalisation; s=sabs

3. Les avis concernant les règlements techniques ou les procédures de certification émanant du gouvernement sud-africain sont publiés dans le *Journal officiel* de l'Afrique du Sud. Les avis concernant les normes sont publiés mensuellement dans l'*Information officielle* du Bureau sud-africain de normalisation, supplément au *Bulletin* dudit Bureau, et l'OMC est notifiée conformément à l'article 10.6.

./.

4. Tel que recommandé par le Comité des obstacles techniques au commerce, un délai de 60 jours est généralement accordé pour la présentation d'observations sur l'adoption des règlements techniques, à l'exception de certains cas (en fonction de l'urgence de la situation) où ce délai peut être prolongé ou écourté.

5. En principe et lorsqu'elles sont disponibles, les normes ISO, CEI, ETSI et EN ainsi que les normes du Codex Alimentarius et des règlements de la CEE servent de base à l'élaboration des normes nationales sud-africaines; si possible, ces normes sont adoptées comme normes nationales sud-africaines. Les normes élaborées ne sont pas obligatoires, exception faite de celles qui sont incorporées dans les règlements techniques des autorités réglementaires pour des raisons de santé et de sécurité publiques. Le Bureau sud-africain de normalisation a accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes et publie sans frais un état de son programme de normalisation à intervalles de six mois (avril et octobre) ainsi que le prévoit le Code.

6. Pour ce qui est de la reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité sur une base volontaire, l'Afrique du Sud peut informer le Comité des obstacles techniques au commerce que le Système national sud-africain d'accréditation (SANAS) a conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec la Coordination de l'accréditation des laboratoires en Europe pour ce qui est des essais et du calibrage. Le SANAS participe également à la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC) et au Forum international de l'accréditation (IAF).
